

VD_GERICHTE PE16.020172 vom 2. Juni 2017

VD Tribunal cantonal, 2017-06-02, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE16.020172

FR: VD_GERICHTE PE16.020172 du 2 juin 2017

IT: VD_GERICHTE PE16.020172 del 2 giugno 2017

Erwägungen

E. 1

Par ordonnance du 16 décembre 2016, le Procureur de l'arrondissement de l'Est vaudois a ordonné le classement de la procédure pénale dirigée contre B._____ pour lésions corporelles simples, voies de fait, dommages à la propriété, appropriation illégitime sans dessein d'enrichissement et menaces (I), les frais étant laissés à la charge de l'Etat 353

- 2 - (II). Il a considéré que les faits incriminés, qui se seraient déroulés en France, échappaient à la compétence des Autorités judiciaires vaudoises. En outre, le plaignant ne s'étant pas présenté à l'audience de conciliation du 7 décembre 2016 sans valablement s'excuser, sa plainte pénale devait être considérée comme retirée.

E. 2

Par acte non daté reçu le 19 décembre 2016 par le Ministère public, D._____ a recouru contre cette ordonnance. Il a maintenu sa plainte et requis la fixation d'une nouvelle audience en se prévalant, en bref, d'un chevauchement avec un rendez-vous au CHUV. Par pli du 2 mars 2017 (P. 11), le Ministère public a transmis ce recours à l'autorité de céans. Il a précisé que les explications données par D._____ dans son recours pour expliquer son défaut de comparution à l'audience de conciliation du 7 décembre 2016 ne correspondaient ni à celles qu'il avait fournies ledit jour à la greffière, ni à celles communiquées par le CHUV le 3 janvier 2017 (P. 10).

E. 3

Par avis du 8 mars 2017, adressé sous pli recommandé, la Chambre des recours pénale a imparti à D._____ un délai au 28 mars 2017 pour effectuer un dépôt de 550 fr. à titre de sûretés, avec l'indication qu'à défaut de paiement en temps utile, il ne serait pas entré en matière sur son recours. Le 21 mars 2017, ce pli est venu en retour avec la mention "non réclamé". Il est toutefois réputé avoir été notifié à l'issue du délai de garde de sept jours à compter de sa remise infructueuse, le recourant devant s'attendre à recevoir, à l'adresse indiquée dans son recours, des communications de l'autorité en rapport avec l'affaire en cours (art. 85 al.

E. 4

La direction de la procédure de l'autorité de recours peut astreindre la partie plaignante à fournir des sûretés dans un délai déterminé pour couvrir les frais et indemnités éventuels (art. 383 al. 1 CPP). Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai imparti, l'autorité de recours n'entre pas en matière sur le recours (art. 383 al. 2 CPP). Les sûretés sont réputées fournies dans le délai lorsqu'elles sont remises à l'autorité de recours, versées en sa faveur à la poste suisse, ou encore débitées d'un compte bancaire ou postal suisse le dernier jour du délai au plus tard (Richard Calame, in : Kuhn/Jeanneret [éd.], Code de procédure pénale

suisse, Commentaire romand, Bâle 2011, n. 6 ad art. 383 CPP ; cf. art. 143 al. 3 CPC [Code de procédure civile du 19 décembre 2008 ; RS 272.0]).

E. 5

En l'espèce, l'avis du 8 mars 2017 est demeuré sans suite. Le recourant n'a ainsi pas procédé à l'avance de frais requise dans le délai imparti. Il n'a pas non plus demandé de prolongation ou de restitution du délai. Le recours est dès lors irrecevable (art. 383 al. 2 CPP ; CREP 18 juin 2015/394 ; CREP 19 mai 2017/329).

E. 6

Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce du seul émolument d'arrêt, par 330 fr. (art. 422 al. 1 CPP et 20 al. 1 TFIP [Tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; RSV 312.03.1]), seront laissés à la charge de l'Etat (art. 423 al. 1 CPP). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale prononce : I. Le recours est irrecevable. II. Les frais de la procédure de recours, par 330 fr. (trois cent trente francs), sont laissés à la charge de l'Etat.

- 4 - III. L'arrêt est exécutoire. Le président : La greffière : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - D._____, - B._____, - Ministère public central, et communiqué à : - M. le Procureur de l'arrondissement de l'Est vaudois, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.